

« Les Gafam sont les prédateurs de la démocratie »

L'ex-journaliste et député européen, Jean-Marie Cavada, est devenu le fer de lance du combat européen pour une juste rétribution de l'utilisation des contenus par les grandes plateformes américaines.

ENTRETIEN
PHILIPPE LALOUX

Intensément journaliste, ex-président de Radio France et député européen, Jean-Marie Cavada est aussi un infatigable défenseur des médias et des libertés individuelles. Aujourd'hui président de la Société des droits voisins de la presse (en France) et de l'Institut des droits fondamentaux numériques (iDFRights), il est aussi le principal promoteur de la directive « droits d'auteur-droits voisins », qui permet aux éditeurs de négocier la reprise des contenus de presse par les grandes plateformes. Il sera à Bruxelles, ce jeudi et vendredi, à l'Ihecs, pour présider les premières assises européennes du journalisme.

Le journalisme, singulièrement européen, est-il menacé ?

La fonction de base du journalisme, c'est d'essayer d'apporter sa contribution aux valeurs démocratiques. De ce point de vue-là, il existe un journalisme européen. Il joue un rôle de vigie, de défenseur des valeurs européennes. La séquence historique dans laquelle nous sommes (la guerre aux portes de l'Europe, le réveil des ultrapuissances, d'un fascisme agressif, le règne des théocrates, des apprentis dictateurs...) montre à quel point le journalisme est fondamental. Il lui revient d'aller chercher les signes, de les analyser, de les expliquer, de les contester. Or, dans l'état actuel, il y a un certain nombre de menaces qui pèsent sur le libre exercice du journalisme. L'Europe, en raison d'une certaine couardise, d'un certain accommodement avec la nouveauté, s'est prosternée devant les grandes plateformes numériques internationales. A cause de cette prosternation, vingt ans de retard se sont écoulés. Et ces vingt ans-là seront difficiles à remonter. Ces monopoles sont devenus à la fois prédateurs de l'économie et des valeurs démocratiques européennes, dont ils sont peu soucieux.

Alors, que faut-il faire ? Réguler les Gafam ? Les démanteler ?

La première chose, c'est qu'il faut mettre un terme au monopole. De ce point de vue là, l'Union européenne a fait des progrès très importants, notamment avec sa dernière partition, le Digital Market Act (DMA), qui tend à organiser le marché européen selon nos règles de marché pour les compagnies non européennes. Et puis, il y a le contenu, la régulation. Est-ce que ce qui est interdit dans la vie réelle peut être autorisé dans la vie virtuelle ? De mon point de vue, absolument pas. Si on a fait des lois dans la vie réelle pour interdire un certain nombre de choses, c'est bien parce qu'elle étaient une menace absolue pour les fondements de nos démocraties. L'Europe, là aussi, a fait à nouveau un progrès, c'est vrai, avec le Digital Services Act (DSA). Mais il y a encore beaucoup de trous dans la raquette.

Les Européens ont-ils été naïfs ?

La naïveté fait probablement partie de la culture du bonheur des Européens. On a été naïfs parce qu'on pensait qu'au fond, le bonheur était servi avec le robinet



Jean-Marie Cavada est un ancien journaliste français qui avait produit et animé la célèbre émission « La marche du siècle ». Ancien président de Radio France, il est à présent député européen. Il est le principal promoteur de la directive « droits d'auteur-droits voisins » fondamentale pour la démocratie. © BELGA

d'eau chaude. L'Histoire est tragique par nature, il faut le savoir. On a laissé se développer une sorte de laisser-faire. Et je ne condamne pas ceux qui ont laissé des trous dans la raquette car je sais très bien d'où vient le désir de régulation : c'est un chemin qui était déjà plus en retard que celui de l'organisation du marché.

Ceux qui tentaient de réguler les contenus des plateformes se sont aussi heurtés à un lobbying intense des Gafam... Comment l'avez-vous vécu ?

L'organisation des contenus, au fond, très peu de gens avaient une autorité sérieuse pour faire quoi que ce soit. La preuve, c'est le lobbying qui s'est exercé pour que les Etats et l'Union ne fassent rien. Vous n'avez pas oublié les menaces sur Thierry Breton de la part de Google, qui avait laissé publier une sorte de vademecum sur la manière de déstabiliser le commissaire et la Commission européenne pour qu'ils ne légifèrent pas contre les intérêts de ces grands capitalistes monopolistiques américains. Il s'agit, je le dis très franchement, d'une sorte de sentiment de supériorité de ces compagnies par rapport aux Etats qu'elles essayent de contourner, qu'elles empêchent de légiférer. J'en ai été moi-même victime d'ailleurs lorsque j'étais député européen en train d'élaborer la loi « droits d'auteur-droits voisins ».

Je ne désignerais pas un des Gafam en particulier, mais une ligue de Gafam, sous des aspects très déguisés. L'argent qu'ils ont dépensé pour faire pression sur les gouvernements au Conseil, sur la Commission et le Parlement européen (qu'ils ont largement pénétré, ça se sent encore) est un argent puissant. Les chiffres qui circulent sont sympathiques : entre 80 et 100 millions. Je pense que c'est infiniment supérieur si j'en juge par la longueur de temps pendant laquelle nous avons été « lobbyés ». On a d'abord été cernés, comme quand les loups tournent autour des agneaux, par une ronde de camionnettes avec des slogans « vote against copyright ». Parce que, évidemment, c'était une atteinte à leur porte-monnaie. Les lobbyistes ont ensuite élaboré une sorte de campagne contre les liberticides que nous serions. C'est un gag : ils tuent la presse à petit feu, mais c'est nous qui serions contre les libertés. Ça aurait un côté assez rigolo si ça n'était pas sinistre.

Tout ça, c'est en effet le signe de nos naïvetés. Et le temps ne fait rien à l'affaire. Il faut maintenant être beaucoup plus radical et beaucoup plus complet encore. Il y aura donc un jour une deuxième loi DSA.

La directive « droits d'auteur-droits voisins » est-elle le symbole d'un rééquilibrage du rapport de forces ?

La volonté, c'était de lutter contre l'appauvrissement progressif de la presse en Europe. Les producteurs d'information doivent pouvoir être rémunérés. Or, le produit de leur travail est agrégé, sans être payé, par d'autres distributeurs qui se livrent à ce que j'appelle de la communication publique à une audience de centaines de millions de lecteurs. Il y avait donc une illégalité commerciale. Mais aussi un danger démocratique : les choix que l'on a à faire en tant que citoyen (voter, payer des impôts...), il faut qu'ils soient éclairés. Et pour qu'ils soient éclairés, c'est le métier de qui ? Celui des journalistes. C'est incontournable, c'est un sacerdoce. Bien sûr, on peut tout dire sur les journalistes, ce n'est pas un métier parfait, mais l'absence de ce métier est un gouffre. C'est pourquoi je voulais que les contenus de presse écrite empruntés par les plateformes soient rémunérés au juste prix, soit celui que voudra la presse.

Face à un front extrêmement soudé des Gafam, vous devez composer avec un socle relativement désuni des médias européens...

C'est quelque chose de nouveau pour les médias européens que d'apprendre à défendre un intérêt commun quand on sait qu'on est sur le même marché et parfois concurrents. Mais je prétends que le moment est venu de se sentir assiégés par une menace monopolistique. Deux compagnies aujourd'hui détiennent 70 % du marché mondial de la publicité. C'est une mainmise sur la recette dont se nourrissent les fabricants d'informations. Aujourd'hui, dans plusieurs pays

européens, certaines de ces plateformes se sont tournées directement vers le lecteur pour lui proposer des abonnements à prix cassés, avec le consentement de ces entreprises de presse dans une relation un peu bizarre avec les plateformes. Et donc on voit bien que la quatrième étape, c'est de dire : « écoutez, j'ai l'argent, j'ai le lecteur, maintenant vous allez produire l'information pour moi ou bien je n'ai plus besoin de vous ».

Plus que les journalistes et les médias, c'est l'information qui est menacée ?

Il y a une vraie menace de déstabilisation du système. Un monopole ne peut pas décider s'il livre de l'information ou pas. Le meilleur exemple, c'est Jack Dorsey, l'ancien patron de Twitter, qui avait jugé bon d'éjecter Donald Trump (et Elon Musk qui vient de le réhabiliter, NDLR). Est-ce qu'une autorité étatique, voire fédérale, va édicter une loi, une bonne fois

pour toutes, qui dira que, sur le sol européen, ceux qui se livrent à une communication publique d'information ou d'opinion ont les mêmes responsabilités juridiques que les éditeurs de presse ou de médias ? Aussi longtemps qu'on n'aura pas fait ça, on tournera autour de cache-sexe qui s'appellent les modérateurs.

L'information est aujourd'hui un produit minoritaire dans la communication. Il faut écarter, fouiller, chercher, trier pour la trouver. Les grandes compagnies font commerce de ça. Elles tirent leurs bénéfices non

pas de la diffusion de la réalité, de l'information ou des opinions différentes qui s'y rapportent (ce qu'on appelle le débat), mais en drainant un maximum de trafic. Plus il y a de clics, plus il y a de l'argent. C'est terrible de dire ça : ce qui détruit la démocratie enrichit les profiteurs de crise.

Les Assises européennes du journalisme se tiennent à l'Ihecs (Bruxelles), du 23 au 25 novembre. Gratuit. Inscriptions obligatoires sur ihecs.be.

ABONNÉS



L'intégralité de cet entretien est à lire sur le site. Découvrez aussi le programme des Assises européennes de l'information qui se déroulent à l'Ihecs.



Ce qui détruit la démocratie enrichit les profiteurs de crise

